



CHIRAC ET LE MEDEF VEULENT CASSER LA SECURITE SOCIALE !

Le gouvernement vient de remporter un premier succès en obtenant un « diagnostic partagé » du « Haut Conseil sur l'Avenir de l'Assurance Maladie ». De la CGT au MEDEF en passant par le PS, l'UMP et la Mutualité Française, il existerait un "accord" sur le constat, sinon sur les solutions.

Reprenant les vieilles recettes utilisées lors du débat sur les retraites, le Haut Conseil décrit une Assurance Maladie en situation de « grave péril », que seule une « réforme » urgente peut encore sauver.

Il est cocasse de voir justifier ce diagnostic par des prévisions sur les 20 ou 40 années à venir.... alors que les mêmes «spécialistes» s'avèrent incapable de prévoir, d'une année sur l'autre, les dépenses et recettes de la Sécurité sociale.

Il faut dénoncer cette mystification qui ne s'appuie sur aucune réalité. Le prétendu « trou de la sécu » est la conséquence de choix politiques, faits par les gouvernements successifs. Il a des causes bien précises :

+ le manque de recettes dû au chômage (100 000 chômeurs c'est un milliard d'Euros en moins pour l'assurance maladie);

+ la réduction organisée des « coûts salariaux » exigés par le MEDEF: les 21 milliards d'Euros d'exonérations de cotisations sociales par an faites au patron, le 1,9 milliard de dettes patronales, auxquelles il faut ajouter les 4,2 milliards d'Euros de dettes de l'Etat.

NON A UNE SANTE A DEUX VITESSES !

Une meilleure organisation du système de santé est par ailleurs nécessaire, mais elle ne saurait s'appuyer sur la diminution des soins remboursés à tous, quel qu'en soit le prétexte.

Déjà, le gouvernement a décidé le non-remboursement d'une série de médicaments et de certains traitements post-opératoires.

La santé est un droit, elle ne doit pas être une marchandise. La politique du gouvernement vise à casser tous les systèmes de solidarité et à lui substituer la « responsabilité individuelle ». En fait, elle va instaurer des dispositifs, non plus en fonction des besoins de santé de la population, mais en fonction des revenus des uns et des autres. Les riches auront droit à une médecine de qualité, les pauvres se débrouilleront et ne pourront se faire soigner correctement.

Cette politique creusera les inégalités sociales dans l'accès aux soins, par un système de santé à «deux vitesses».

MOBILISATION, POUR DEFENDRE LA SECURITE SOCIALE

Il faut, au contraire, mettre fin à la pratique libérale de la médecine à l'acte, mettre en place, dans la réalité, et pas simplement dans les mots, des politiques de prévention et d'éducation sanitaire, contrôler et exproprier ceux qui font du profit sur la maladie (labos pharmaceutiques et cliniques privées).

Ne partageant, ni le « diagnostic », ni les «propositions du Haut Conseil», la LCR appelle, dès aujourd'hui, à la mobilisation unitaire pour s'opposer à la contre-réforme libérale de l'assurance maladie, qui constituerait, après celle des retraites, un nouveau grave recul social.

Le gouvernement est passé en force avec sa réforme des retraites, il ne faut pas le laisser démolir la Sécurité sociale. Dès maintenant, il faut organiser la riposte, constituer avec les organisations syndicales et les associations, des collectifs unitaires pour défendre la Sécurité sociale et réaffirmer le droit à la santé gratuite pour tous.

Le 26 janvier 2004

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone :..... Email :.....